

Après le 18 octobre, après le 20 novembre, il s'agit de construire ensemble les suites à donner à la mobilisation.

Nos organisations souhaitent informer et mobiliser tous les usagers en organisant :

**UNE ASSEMBLEE GENERALE
LE MARDI 04 DECEMBRE 2007
A partir de 18h00
SALLE DES ASSOCIATIONS (sous le théâtre du Cadran)**

Au service de l'intérêt général

Au nom du non remplacement de tous les départs en retraite, de nouvelles suppressions sont prévues au budget 2008 : 11 200 dans l'Education, 22 900 dans la Fonction publique.

1 création de poste pour 45 élèves supplémentaires dans le primaire, 1 suppression de poste pour 8 élèves de moins dans le secondaire !?!

Défendre la qualité et l'efficacité des services publics

Tous les discours gouvernementaux cherchent à nous convaincre que les services publics, la fonction publique constituent une charge trop coûteuse pour l'économie de notre pays. C'est pourquoi ils sont rongés par les dogmes de la performance budgétaire et de la rentabilité économique. Oui, il est légitime de rechercher le meilleur service au meilleur coût. Oui, l'équilibre des finances publiques doit être recherché. Mais l'égalité d'accès de tous aux services publics, la prise en compte des besoins nouveaux, la qualité du service aux citoyens... sont tout aussi essentiels.

Rémunérations

Nous subissons une perte de pouvoir d'achat de 6,5 % depuis janvier 2000, mais le ministre refuse toute ouverture de négociation salariale. Il se limite à des mesures catégorielles ponctuelles qui concernent moins de 2 % des personnels.

Retraites

En mettant au devant de la scène les régimes spéciaux de retraites et en procédant par ultimatum, le Président tente de diviser les salariés, escomptant le soutien de l'opinion publique. Le gouvernement reporte à 2008 le réexamen de l'ensemble du dossier "retraites" pour égaliser tout le monde, public et privé, à 41 ans puis à 42..., avec à la clef, une baisse générale du niveau des pensions. Les mesures de 1993 et de 2003 n'ont rien réglé. Il faut exiger d'autres contenus de négociation.

Plus de démocratie dans les Services publics

Le Service public n'appartient ni à l'État, ni aux fonctionnaires. Une véritable démocratisation associant les usagers et les personnels reste à construire. C'est à eux, avec les élus du peuple de débattre des missions, des résultats, des améliorations, des organisations et des évolutions. C'est d'un fonctionnement plus démocratique dont les usagers et citoyens ont besoin, et non d'un retour de l'arbitraire.